



Des femmes et des hommes lors d'une formation pour un comité de protection dans le Nord-Kivu. Copyright Caroline Gluck/ Oxfam

« POUR MOI MAIS SANS MOI, C'EST CONTRE MOI »

Pourquoi les tentatives de stabilisation de la République démocratique du Congo sont infructueuses

RÉSUMÉ

La deuxième guerre du Congo, qui aurait coûté la vie à quelque 5,4 millions de personnes,¹ s'est officiellement achevée en 2002 avec un accord de paix. D'autres accords de paix ont été conclus et deux élections nationales ont eu lieu depuis. Voilà plus de dix ans que la deuxième plus grande mission de maintien de la paix au monde est sur place.

Pourtant, pour des millions de Congolais, la paix reste toute relative et les progrès sont limités. Les élections nationales contestées de 2011 ont été entachées d'irrégularités et de nombreuses voix dignes de confiance se sont élevées pour les critiquer. La République démocratique du Congo (RDC) est un vaste pays comprenant des régions instables qui ne montrent peu de signes d'apaisement. La violence fait encore rage dans différentes parties des provinces de l'Est et du Nord. Suite à une mutinerie de l'armée au début du mois d'avril 2012, la situation s'est considérablement détériorée et atteint les pires niveaux depuis plusieurs années. Des groupes armés contrôlent de grandes zones dans l'est de la RDC. De nombreux Congolais sont confrontés à la mort, à l'exploitation et aux violences sexuelles perpétrées notamment par les groupes armés et les membres de l'armée et des forces de police.

Programmes de stabilisation

En réponse à cela, le Gouvernement congolais et la communauté internationale mènent actuellement des programmes de « stabilisation » : le Programme de stabilisation et de reconstruction des zones sortant des conflits armés (STAREC) du gouvernement et la stratégie internationale de soutien à la sécurité et la stabilisation (ISSSS). L'ISSSS a pour but de soutenir les efforts de stabilisation du gouvernement. Si leurs objectifs ne sont pas rigoureusement identiques, ces plans de stabilisation poursuivent les principaux buts suivants :

- renforcement de la sécurité ;
- rétablissement de l'autorité de l'État ;
- soutien du retour et de la réintégration des réfugiés et des personnes déplacées internes (PDI) et soutien à la relance socio-économique.

Toutefois, il n'y a **pas de vision commune sur les meilleurs moyens à mettre en œuvre pour atteindre ces buts, ni sur ce que le terme « stabilisation » recouvre**. Les deux programmes intègrent plusieurs composantes, sans consensus entre les différents niveaux du Gouvernement congolais ni entre les nombreux donateurs internationaux et responsables de la mise en œuvre quant à la manière de réaliser les différents objectifs.

Des résultats limités

Pour de nombreux Congolais habitant les zones les plus touchées par la violence, ces programmes ont eu des résultats très limités. Ils n'ont pas amélioré de manière significative la sécurité de la population ou rétabli les capacités de l'État à en assurer la sécurité et à fournir d'autres services. Dans près de 80 % des entretiens réalisés pour ce rapport, lorsque ce point était abordé, les répondants ont indiqué ne pas avoir le sentiment que leur sécurité était assurée. En 2011, l'évaluation de la protection d'Oxfam a révélé que plus de 50 % des femmes et 35 % des hommes interrogés se sentaient moins en sécurité qu'en 2010.²

Encadré 1 : Recherches pour ce document d'information

Ce document d'information s'appuie sur l'expérience d'Oxfam dans l'est de la RDC, ainsi que sur des entretiens approfondis menés depuis février 2011 à Kinshasa, Goma, Bukavu et Bunia. Il s'inspire également du travail sur le terrain réalisé sur le territoire d'Irumu, dans le district d'Ituri, en Province orientale ; sur les territoires de Masisi et de Beni dans le Nord-Kivu ; et sur les territoires de Mwenga et Walungu dans le Sud-Kivu, principalement en octobre et novembre 2011. Ce rapport couvre des problématiques et des débats changeants en RDC. L'analyse porte surtout sur les réflexions menées jusqu'à début 2012. Les débats autour de la stabilisation en RDC progressent actuellement et comprennent plusieurs évolutions positives. Les thèmes abordés dans ce rapport restent néanmoins d'actualité.

Lors de ses interventions sur le terrain, Oxfam a mené des entretiens individuels (avec des hommes et des femmes) et des discussions de groupe avec 200 personnes dans 17 communautés caractérisées par différents niveaux de stabilité relative, d'isolement et de classification (ou non) en tant que zones prioritaires pour la stabilisation selon les termes de la stratégie internationale de soutien (ISSSS). Les entretiens offrent un cliché des expériences et des points de vue personnels sur la sécurité, l'autorité de l'État et le relèvement.

L'analyse d'Oxfam découle également de son programme de protection mené auprès des communautés de l'est de la RDC, ainsi que de ses évaluations de la protection réalisées chaque année depuis 2007 dans certaines des zones les plus touchées par les conflits dans l'est de la RDC. Au cours de l'évaluation en avril et mai 2011, Oxfam et 15 organisations partenaires ont interrogé 1 705 personnes issues de 45 communautés. À l'instar des entretiens pour ce document d'information, ces évaluations fournissent des clichés sur des expériences personnelles. À ce titre, il est impossible de conclure avec certitude toute représentativité par rapport aux autres régions de l'est de la RDC.

Les deux programmes de stabilisation ont engendré peu de résultats dans l'est de la RDC, pour ce qui est de leurs trois buts principaux :

- **La sécurité** reste fragile et s'est encore détériorée dans de nombreuses zones en 2011, puis de manière encore plus significative en 2012. Les programmes de stabilisation ne sont pas parvenus à des améliorations tangibles avec les groupes armés. Les opérations militaires à leur rencontre n'ont pas été décisives et n'ont souvent fait

qu'empirer les souffrances humaines. Les programmes de stabilisation n'ont pas résolu les problèmes de cohésion et de rémunération au sein de l'armée, ni les abus de celle-ci, dont le comportement varie énormément d'une zone à l'autre. À défaut d'améliorations durables en matière de sécurité, les avancées sur les autres objectifs restent inévitablement limitées.

- **L'autorité de l'État** est encore absente de nombreuses régions, et les efforts pour la restaurer ont surtout été consacrés aux infrastructures plutôt qu'à la gouvernance. La rémunération appropriée des forces de sécurité de l'État reste largement problématique et ce n'est pas un hasard si les cas d'extorsion et de racket des civils se multiplient. Selon les dernières informations datant du milieu de 2011, 55 % des policiers déployés le long des axes routiers identifiés comme prioritaires par l'ISSSS dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu n'étaient pas salariés de l'État.³ Les programmes de stabilisation soutenus de manière internationale ont construit des postes de police, des prisons et des tribunaux, mais le gouvernement a tardé à y envoyer des agents ou à rémunérer ceux déjà en place. Ces programmes n'ont pas soutenu systématiquement les structures locales qui répondent aux besoins de la communauté et pourraient grandement contribuer à demander des comptes aux autorités de l'État qui ont souvent tendance à abuser de leur position.
- **Le retour, la réintégration et la relance (RRR)**, s'ils sont mal gérés, pourraient remettre le feu aux poudres. Les programmes de stabilisation n'ont pas beaucoup progressé sur cet objectif ni résolu les problèmes liés aux déplacements, en augmentation. Ils ont entrepris la démarche positive de se concentrer sur les projets locaux pour soutenir la prestation de services de base, la relance économique et la résolution des conflits par le biais d'interventions tenant de plus en plus compte des situations de conflit. Mais leurs capacités restent limitées en l'absence de sécurité et d'un État légitime et opérationnel. Dans un contexte d'instabilité constante, la multiplicité des besoins dans une même zone exige simultanément différents types d'aide qu'il convient de coordonner étroitement entre eux. Il existe plusieurs obstacles à une coordination efficace.

Des faiblesses fondamentales

Les deux programmes de stabilisation de la RDC ont trop peu œuvré pour mettre un terme aux comportements criminels, que ce soit de la part de certaines forces de l'État ou de milices armées.

Pourquoi ? Ce document d'information ne prétend pas couvrir chacune des composantes locales, nationales et régionales complexes, mais se concentre sur trois faiblesses au cœur des programmes de stabilisation:

- **Les programmes n'ont pas bénéficié d'un soutien solide du Gouvernement national de la RDC**, qu'il soit financier ou politique. Les fonds alloués au fonctionnement de STAREC en 2011 représentaient moins d'un quart du montant consacré à l'entretien de la résidence officielle du Premier ministre.⁴ Au total, le gouvernement a affecté à peine plus de 20 millions de dollars au programme

STAREC.⁵ En dehors du programme STAREC, le gouvernement a très peu avancé sur les réformes de la sécurité et de la gouvernance, pourtant essentielles pour la stabilité.

- **Les programmes ont reçu un soutien international insuffisant.** À l'image des réactions divisées de la communauté internationale aux élections contestées de 2011, cela reflète l'absence de position internationale forte et coordonnée concernant la RDC, ainsi qu'un manque de confiance dans le gouvernement. Qui plus est, la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) n'a pas avancé de vision stratégique avec un plan de stabilisation plus large qui renforcerait la cohérence de ses autres activités en soulignant en quoi elles contribuent à la stabilité.
- **Les programmes de stabilisation résultent d'un processus non inclusif** dont était exclue une grande partie du Gouvernement congolais et de la population du pays. Il y a eu des améliorations dans ce domaine, mais les organisations de la société civile, les représentants locaux du gouvernement, les autorités traditionnelles et les communautés locales restent insuffisamment impliqués. Alors que la RDC présente des spécificités locales très diverses, les programmes ne tiennent pas suffisamment compte des points de vue locaux.⁷

« Ce que vous faites pour moi mais sans moi, c'est contre moi que vous le faites »

Proverbe traditionnel cité par un vieil homme du Nord-Kivu à Oxfam en octobre 2011.⁶

Les élections nationales contestées, les retards dans les élections provinciales initialement prévues en mars 2012 et les élections locales sans cesse repoussées ont anéanti la légitimité du gouvernement aussi bien aux yeux des donateurs internationaux que de nombreux Congolais.⁸ Face à cette défiance et au vu des fréquents abus perpétrés par les forces de sécurité de l'État, de nombreux donateurs ne savent plus comment aider l'État de RDC.

Un nouveau souffle nécessaire

Le désenchantement des donateurs est tout à fait compréhensible. Mais cela se traduit par un appui politique coordonné trop timide des donateurs aux programmes de stabilisation (et donc à la population congolaise).

Baisser les bras au Congo condamnerait des millions de Congolais à une violence et une pauvreté persistantes. Cela laisserait également libre cours à une instabilité dangereuse en plein cœur du continent africain et représenterait une menace permanente pour les pays frontaliers impliqués ou touchés par la violence dans l'est de la RDC, à un moment ou un autre de leur histoire.

L'échec de la stabilisation en RDC est inenvisageable. Les donateurs internationaux doivent réussir et encourager le Gouvernement congolais à réussir, non pas parce que c'est simple, mais parce que le coût de l'échec serait trop lourd.

Des solutions pour avancer

Il n'y a pas de solution miracle pour avancer. Toutefois, ce document d'information évoque une partie de la solution : ancrer les processus de stabilisation de la RDC bien plus profondément dans les réalités et les perceptions locales de ce qui doit être fait.

Les Congolais désirent ardemment être impliqués dans les décisions affectant leur vie, mais ils le sont rarement. Ils ont pourtant des idées qui rendraient les processus de stabilisation plus réactifs, plus efficaces et plus durables, notamment en faisant du programme STAREC une instance organisatrice pour que les chefs locaux échangent sur des problèmes communs et aient leur mot à dire sur le tracé des routes à construire.

Il faudra du temps et des efforts pour stabiliser correctement la RDC. Mais une partie de la solution est à chercher dans les trois faiblesses fondamentales évoquées plus haut. On peut notamment envisager les pistes suivantes :

- **Un soutien plus fort de la part du Gouvernement de la RDC.** Le Gouvernement congolais doit en faire davantage pour résoudre les problèmes d'insécurité et doit avancer sur les réformes cruciales, y compris dans le secteur de la sécurité. En accord avec les donateurs internationaux, il doit se fixer des buts concrets et réalisables, prendre des engagements spécifiques (financiers, techniques et politiques) et s'appuyer sur des référentiels de progrès pour l'allocation des financements. Le Premier ministre et le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité doivent organiser régulièrement des réunions des comités de pilotage et de suivi du programme STAREC, ce afin de garantir un haut niveau de communication et de suivi entre le gouvernement, les donateurs et la MONUSCO concernant les avancées de ces programmes.
- **Un soutien international plus fort et plus coordonné.** Les donateurs internationaux, avec l'appui du représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, doivent exercer une pression politique crédible et coordonnée afin de s'assurer que les programmes ci-dessus progressent et afin de garantir des avancées en matière de réforme du secteur de la sécurité (défense, police et système judiciaire inclus), de décentralisation et d'organisation d'élections provinciales et locales libres et équitables. Les donateurs doivent également accroître et adapter leurs financements à destination d'un groupe représentatif d'organisations de la société civile, à chaque niveau, afin de renforcer leur capacité à demander des comptes aux institutions d'État.
- **Une plus grande implication auprès de la population locale et des organisations de la société civile.** Un groupe représentatif d'organisations de la société civile doit prendre une part plus importante dans l'élaboration des programmes de stabilisation. Les organisations de la société civile locale doivent avoir une influence substantielle pour adapter les programmes de stabilisation aux

réalités locales, demander des comptes aux institutions d'État à différents niveaux et fournir des services tels que la médiation locale. Les programmes de stabilisation exigent une analyse approfondie du contexte, ainsi qu'une approche basée sur les préoccupations locales, sensible au conflit, au genre et à l'identité, et soumise à une surveillance solide et durable. Les interventions visant à soutenir le retour, la réintégration et la relance socio-économique (RRR) doivent être coordonnées avec les autres programmes d'aide afin de répondre à tout un éventail de besoins dans un même endroit.

RECOMMANDATIONS

Les efforts pour stabiliser l'est de la RDC doivent être axés sur une stabilisation globale durable de la situation pour la population, l'État jouant le rôle de garant actif. Oxfam est convaincu que les acteurs nationaux et internationaux doivent s'investir politiquement et financièrement pour avancer selon les trois principes décrits plus haut. Ceux-ci n'ont pas vocation à solutionner tous les facteurs d'instabilité en RDC, mais nous les considérons nécessaires pour parvenir à améliorer la stabilité de manière significative et durable. Plus spécifiquement, nous encourageons les initiatives en lien avec les recommandations suivantes.

Une redéfinition de la « stabilisation »

Le Gouvernement de la RDC, la MONUSCO et les autres acteurs internationaux doivent :

Créer un forum de haut niveau pour définir une vision stratégique commune de la stabilisation en RDC. Ce forum devra être précédé d'une période de consultation avec les représentants du gouvernement de tous niveaux, ainsi que les organisations de la société civile, les communautés locales et les agences d'aide dans l'est du Congo, qui servira à réunir les informations utiles. La vision commune qui en découlera doit :

- Définir des référentiels clairs pour la réussite, plaçant la population congolaise au cœur des préoccupations, déterminer les responsabilités de l'ensemble des acteurs et des engagements (financiers, techniques et politiques) et identifier des référentiels de progrès pour l'allocation des financements ;
- Garantir que les rôles sont conçus de manière claire et réaliste aux différents niveaux de l'État ;
- S'assurer que toutes les interventions de la stratégie ISSSS sont coordonnées avec les autres processus de réforme, et conformes à ceux-ci ;
- Élaborer et formaliser le rôle des groupes de la société civile dans les stratégies de stabilisation, en consultation avec un panel représentatif d'organisations de la société civile à différents niveaux ;
- S'assurer que les projets peuvent être et sont effectivement adaptés aux différents contextes locaux.

Le Gouvernement de la RDC et le PNUD doivent :

- Apporter un leadership et une coordination plus forts en matière de programmes de relèvement. Cela implique de travailler avec des ONG humanitaires pour imaginer comment intégrer ou faire évoluer des projets à court terme vers des programmes de relèvement et pour analyser les projets de relèvement terminés.

Le Premier ministre et le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité doivent :

- Organiser régulièrement des réunions des comités de pilotage et de suivi du programme STAREC pour garantir une communication et un suivi réguliers à haut niveau entre le gouvernement, les donateurs et la MONUSCO concernant l'évolution des programmes.

La MONUSCO et les donateurs internationaux doivent :

- Décrire en quoi la mission des Nations Unies et les activités de la communauté internationale hors ISSSS contribuent à un plan de stabilisation plus large visant à renforcer la cohérence des différentes initiatives. Cela devrait être fait en coordination avec le forum de haut niveau ou intégré à ce dernier ;
- Encourager l'unité d'appui à la stabilisation (UAS) à jouer un rôle de facilitateur, réunissant régulièrement différents acteurs pour discuter des synergies et des tensions de leurs approches diverses ;
- Donner à l'UAS ou à un autre organe, en le dotant de ressources suffisantes, un rôle de coordination améliorée en le chargeant de cartographier non seulement les projets ISSSS et STAREC, mais également tous les autres projets pertinents dans l'est de la RDC. Cette cartographie devra par exemple inclure les initiatives de donateurs en matière de réforme du secteur de la sécurité et les projets d'ONG pour la gouvernance et la relance ; elle ne doit pas être qualifiée de « stabilisation » afin d'encourager un large éventail d'ONG à participer.

Des réformes nécessaires pour la stabilisation

Le Gouvernement de la RDC doit :

- Réaliser des progrès tangibles en termes de décentralisation, comme décrit dans la Constitution, en prenant les dispositions nécessaires pour minimiser le risque de conflit ;
- S'engager sur un calendrier réaliste et définitif pour les élections provinciales et locales, en prenant les dispositions nécessaires pour minimiser le risque de conflit ;
- Faire des avancées concrètes sur la réforme du secteur de la sécurité, en s'assurant que : les initiatives de réforme, telles que la restructuration de l'armée dans l'est de la RDC en 2011, n'ont pas de répercussions négatives sur les civils en démobilisant des soldats de zones clés, laissant la population livrée à elle-même ; la composition et le déploiement des unités militaires sont sensibles aux perceptions locales et à l'identité ethnique ; et que le secteur de la justice reçoit

une attention adéquate, par exemple par le biais d'une revalorisation de son budget.

Le Gouvernement de la RDC et ses partenaires internationaux doivent :

- Élaborer un cadre stratégique commun pour l'ensemble de l'aide internationale au secteur de la sécurité, notamment pour la défense, la police et la justice. L'appropriation et la supervision par les civils (notamment l'implication de la société civile et la prise en compte particulière du point de vue des femmes) doivent être au cœur du processus et des réalisations du projet de réforme.

Les États, les donateurs internationaux et la MONUSCO doivent :

- S'engager à apporter un soutien financier et technique approprié à la tenue d'élections provinciales et locales ;
- Avec l'appui du représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, exercer une pression politique crédible et coordonnée afin de garantir des avancées en matière de réforme du secteur de la sécurité (en choisissant un donateur référent), de décentralisation et d'organisation d'élections provinciales et locales libres et équitables.

L'implication de la société civile et des autorités locales et la prise en compte des réalités locales

Le Gouvernement de la RDC, les donateurs internationaux, la MONUSCO et les agences des Nations Unies doivent :

- Mettre en place un mécanisme conjoint de surveillance de l'évolution des comportements et des perceptions des communautés vis-à-vis des activités de stabilisation dans l'est de la RDC. Les Nations Unies et la Harvard Humanitarian Initiative débutent quelque chose de similaire ; ceci est très positif et il faut redoubler d'efforts pour assurer des résultats déterminants pour la formation de stratégies futures.
- S'engager à utiliser ces informations pour définir à l'avenir les priorités et les référentiels et pour concevoir de nouveaux programmes de stabilisation.

Les donateurs internationaux doivent :

- Accroître et adapter leur financement à destination d'une variété d'organisations de la société civile au niveau national, provincial et local, afin de renforcer leur capacité à demander des comptes à l'État, à différents niveaux. Ils doivent procéder à une analyse des risques des organisations qu'ils soutiennent ; soutenir un groupe représentatif d'organisations (en veillant à l'inclusion des femmes et de différents groupes ethniques et socio-économiques) ; s'assurer que des mécanismes financiers transparents sont en place ; et apporter leur soutien par le biais d'ONG internationales, lorsque cela

s'avère nécessaire ;

- Financer de manière souple et coordonnée les projets de stabilisation définis dans le programme prioritaire de stabilisation pour 2012-2014, ainsi que d'autres projets de relèvement à plus long terme ne faisant pas partie des cadres de stabilisation ;
- Veiller à ce que tous les projets financés soient sensibles aux conflits, répondent aux priorités et aux besoins de la population et ne l'exposent pas à des risques accrus ; et s'assurer que les projets tiennent compte des problématiques de genre de manière inclusive ;
- Adopter une approche multidimensionnelle de l'aide, avec le financement simultané d'actions humanitaires, du relèvement et du développement ; et financer les projets s'attaquant aux causes aussi bien qu'aux conséquences du conflit. Cela implique également de ne pas réduire prématurément les niveaux d'aide humanitaire.

NOTES

- ¹ International Rescue Committee (2008), « Mortality in the Democratic Republic of Congo: An Ongoing Crisis », http://www.rescue.org/sites/default/files/migrated/resources/2007/2006-7_congomortalitysurvey.pdf (dernière visite le 2 avril 2012). Ce rapport estime que 5,4 millions de personnes ont perdu la vie en raison du conflit entre août 1998 et avril 2007, mais ce chiffre est contesté.
- ² Oxfam International (2011), « "Nous sommes pleinement exploitables : Le manque de protection des civils à l'est de la RDC », Oxfam International, <http://www.oxfam.org/fr/policy/protection-civils-RDC-nous-sommes-pleinement-exploitable> (dernière visite le 18 juin 2012).
- ³ Calculs basés sur une présentation STAREC/ISSSS, Kinshasa, 30 janvier 2012. Ce chiffre global ne reflète pas les variations considérables entre les provinces : en effet, dans le Nord-Kivu, 71 % des officiers de police déployés le long des axes routiers étaient officiellement employés par l'État, contre zéro dans le Sud-Kivu.
- ⁴ L'allocation budgétaire attribuée à STAREC était de 250 000 000 francs congolais contre 1 104 455 866 de francs congolais destinés à l'entretien de la résidence officielle du Premier ministre. Chiffres issus du budget 2011, www.ministeredubudget.cd (dernière visite le 20 février 2012). Voir aussi P. Kambale (2010), "Tolérance Zéro" en quelques chiffres dans le budget 2011', *Le Potentiel*, 30 décembre.
- ⁵ Voir Stratégie internationale de soutien à la sécurité et la stabilisation (ISSSS) (2012), Rapport trimestriel, janvier-mars. Des échanges de courriels avec le personnel STAREC à Kinshasa, le 27 juin 2012, confirment également le montant total de 20 184 326 dollars alloué au programme STAREC.
- ⁶ Entretien d'Oxfam avec des membres d'une ONG locale, Sake, Nord-Kivu, 14 octobre 2011.
- ⁷ Pour une brève discussion sur la société civile en RDC, voir le Chapitre 5 du rapport complet.
- ⁸ Pour le nouveau calendrier électoral voir Gouvernement de la République démocratique du Congo (2012), 'Commission Electorale National Independante Communiqué de Presse, 6 juin, http://www.ceni.gouv.cd/all_docs/Calendrier%20%C3%A9lectoral%202012-2014.pdf (dernière visite le 27 juin 2012), voir aussi B. Shepherd (2011), « Elections in the Democratic Republic of Congo: Local Matters », Chatham House.

© Oxfam International juillet 2012

Ce document d'information a été rédigé par Samuel Dixon, Conseiller pour les politiques d'Oxfam en RDC. Oxfam remercie Sarah Bailey, Edmund Cairns, Chantal Daniels, Dominique Dupuy, Emma Fanning, Solange Fontana, Olivia Kalis, Ellie Kemp, Maria Lange, Jonathan Mazliah, Emily Paddon, Ian Quick, Vera Quina, Sophia Swithern, Fergus Thomas, Joanna Trevor, Steven Van Damme, Judith Verweijen et bien d'autres pour leur participation. Ce document d'information fait partie d'une série de documents produits par Oxfam en RDC pour éclairer les débats et les pratiques des responsables de l'élaboration des politiques, tant au sein qu'à l'extérieur de la RDC.

Ce document est soumis aux droits d'auteur mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter advocacy@oxfaminternational.org

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 17 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans 92 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté.

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)
Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)
Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)
Oxfam Canada (www.oxfam.ca)
Oxfam France (www.oxfamfrance.org)
Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)
Oxfam Grande-Bretagne (www.oxfam.org.uk)
Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)
Oxfam Inde (www.oxfamindia.org)
Intermon Oxfam Espagne (www.intermonoxfam.org)
Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)
Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)
Oxfam Japon (www.oxfam.jp)
Oxfam Mexique (www.oxfamexico.org)
Oxfam Nouvelle-Zélande (www.oxfam.org.nz)
Novib Oxfam Pays-Bas (www.oxfamnovib.nl)
Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)

Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org. Courriel : advocacy@oxfaminternational.org

www.oxfam.org

